

L'annonce fausse de la mort de Sikoa

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

8 août 2020

La suppression d'Action logement n'est pas programmée d'après le président de la République en conseil des ministres. L'annonce de la mort de Sikoa filiale d'action logement en Guadeloupe est elle aussi une information fausse.

Rétropédalage ou bourde de la ministre ? Le recadrage sec d'Emmanuelle Wargon par le président de la République au conseil des ministres du 29 juillet devrait en tout cas rassurer les dirigeants d'Action logement. Et par ricochet ceux de Sikoa, sa filiale depuis 2017. Au moins pendant un temps. La ministre déléguée chargée du Logement avait plaidé pour une réforme d'Action logement. Le quotidien *Le Monde* du 29 juillet s'en était fait l'écho. Dans son article Isabelle Rey-Lefebvre s'appuyait sur un rapport de l'inspection des finances qui selon elle "propose trois scénarios de réforme ou de suppression d'Action logement. Ce qui permettrait à Bercy de récupérer ses ressources substantielles". Sauf que le président de la République n'a pas validé le scénario. " *Il ne faut pas raconter de carabistouilles aux Français et ne pas ouvrir ta boîte en Andorre, comme dirait l'autre* " a cinglé Emmanuel Macron en plein conseil des ministres, selon *Le Canard enchaîné*. Le palmipède a bien sûr relevé la coquille du président de la République. Il s'agit de la boîte de Pandore et non celle qu'on pourrait ouvrir en Andorre. L'hebdomadaire satirique a surtout précisé que le chef de l'État a voulu signifier que "les ministres ne doivent pas dire n'importe quoi". L'article du *Monde* a généré une bourde aussi en Guadeloupe. L'un des nombreux groupes Whattsap qui pullulent sur le territoire et qui prétendent informer, a annoncé la mort de Sikoa. Filiale d'Action logement, Sikoa ne pouvait que disparaître, si sa société mère connaissait des difficultés. Trop simple et donc simpliste. Forcément. La suppression d'Action logement n'est pas programmée. Du coup, l'annonce de la mort de Sikoa est une fausse information. Éric Jalton, président de Cap excellence s'était pourtant fendu dès le 3 août d'un communiqué titré

“La mise à sac d’action logement... un funeste projet”. Le maire des Abymes s’inquiétait d’une quelconque volonté de Bercy de faire main basse sur la cagnotte d’Action logement. Ce qui à ses yeux pouvait mettre en péril un financement de l’ordre de 1,5 milliard d’euros octroyés par Action logement au logement social en Outre-mer.

Tempête

Les programmes de la deuxième rénovation urbaine qui concernent Les Abymes et Pointe-à-Pitre auraient pu en pâtir. Le président de Cap excellence s’était cependant bien gardé de conclure que les supposées difficultés d’Action logement prononceraient la mort de Sikoa. Les dirigeants de Sikoa n’ont pas paniqué. Même si ceux que nous avons joints au téléphone ont tous regretté la mauvaise publicité faite à l’un des principaux opérateurs du logement social en Guadeloupe. D’un avis unanime, pour reprendre la formule d’un d’entre eux *“l’annonce de la mort de Sikoa sur un canal peu crédible a été une tempête dans un verre d’eau. Selon le même interlocuteur Action logement est habituée à ces annonces. Cela fait partie du jeu politique. Les instances dirigeantes d’Action logement n’ont d’ailleurs pas bronché”*, a-t-il confié.